

Ambassade de France en Angola
Service économique de Luanda

ANGOLA

FICHE PAYS

L'économie angolaise est fortement dépendante du secteur pétrolier, dont le développement bénéficie peu à la population. L'économie a fait preuve de résilience en 2023 face à une série de chocs, maintenant une croissance positive. En 2024 la croissance économique s'est nettement améliorée, elle est passée au-dessus de la croissance démographique pour la première fois depuis 2014, poussée par les hydrocarbures, mais surtout par le secteur non-pétrolier. Les prévisions se sont toutefois dégradées pour 2025, le FMI abaissant ses prévisions de croissance de 0,6 p.p. à 2,4 % en raison de la baisse actuelle du cours du Brent. Les dépenses publiques demeurent très élevées principalement en raison du poids très élevé du service de la dette et les comptes publics devraient être négatifs en 2025. La diversification de l'économie demeure limitée bien que le gouvernement ambitionne d'augmenter la part de l'agriculture à 14% en 2027 (20 % avec la pêche). La croissance du PIB agricole est toutefois restée à la traîne en 2024. La trajectoire de la dette devrait entamer une forte amélioration d'ici 2030, après 2 années tendues (2023 et 2024), la part du créancier chinois dans le stock de la dette externe se réduisant fortement depuis le 3T2023 (-5% par trimestre) et, le ministère des Finances souhaite l'extinction de la dette envers la Chine en 2028. La stabilité institutionnelle est solide malgré le mécontentement de la population au regard de la baisse de son pouvoir d'achat, notamment depuis le choc de la mi-2023 ayant accru le niveau de pauvreté déjà élevé. Enfin, l'Angola reste très vulnérable au dérèglement climatique avec un risque majeur sur sa production agricole.

1. Cadre politique et économique

1.1 Situation politique

Etat d'Afrique australe et ancienne colonie portugaise indépendant depuis le 11 novembre 1975, l'Angola a retrouvé la paix en 2002, après 27 ans de guerre civile, précédée par 13 ans de guerre d'indépendance. Le pays est dirigé par le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) depuis 1975. Les dernières élections générales d'août 2022 ont été remportées par le MPLA, donnant ainsi un second mandat au président sortant João Lourenço, à l'issue du scrutin le plus serré de l'histoire du pays, et dont l'opposition avait contesté les résultats. Le MPLA a recueilli 51,2% des voix contre 43,9% pour le premier parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le président Lourenço a placé son second mandat sous le signe des réformes économiques, qui promettent de nombreux défis pour l'Angola. Il a modifié son équipe économique en 2023, en plaçant des fidèles (l'ex-Gouverneur de la BNA et l'ex-conseiller du PR pour les affaires économiques), comme ministre d'État à la coordination économique et ministre de la planification, respectivement. La mise en place d'élections locales (municipalités, gouvernorats des provinces) n'a pas été réalisée par l'Exécutif qui continue de nommer les édiles locaux. Quelques tensions politiques se font sentir, notamment avec l'opposition mais également au sein du propre MPLA, à mesure que se rapprochent les élections générales d'août 2027

1.2. Éléments structurels sur l'économie

L'économie angolaise a été frappée à la mi-2023 par une grave crise de change. Les problèmes de communication sur les conditions du marché des changes ont exacerbé la dépréciation du kwanza face au dollar (-37 % entre mi-mai et fin juin 2023). L'économie s'est ensuite stabilisée et a connu une croissance plus robuste en 2024 (+ 4,4 %), tirée par les hydrocarbures mais surtout par le secteur non pétrolier. Les autorités ont lancé la première phase de la réforme des subventions aux carburants (3 Mds USD en 2023, soit 3,1 % du PIB) avec l'augmentation du prix de l'essence en juin 2023, poursuivie en avril 2024 puis mars 2025 par l'augmentation du prix du diesel, mettant en œuvre ainsi un assainissement budgétaire, encore insuffisant. Les résultats économiques restent largement dépendants du secteur pétrolier et des politiques d'ajustement (monétaire et budgétaire, des entreprises publiques, du marché du travail) en l'absence criante d'une réelle diversification sectorielle pour renforcer les fondamentaux économiques.

L'Angola qui a quitté l'OPEP en 2023 a perdu son rang de premier producteur de pétrole d'Afrique par manque récurrent d'investissements dans le secteur, qui reprennent cependant depuis 2022. Il est actuellement classé 3ème producteur d'Afrique derrière le Nigeria et la Libye.

Les réformes ambitieuses mises en œuvre depuis 2017 par le président Lourenço pour solder le passif du pays ainsi que la rigueur budgétaire pilotée par sa ministre des finances ont permis de regagner la confiance de la communauté financière internationale.

Le PIB par habitant nominal est passé à 2 961 USD en 2024 en très légère hausse, mais très en dessous de 2022 avec près de 4 000 USD. Le taux de croissance démographique est de 3,2 %/an. Cela ne reflète absolument pas les très fortes inégalités. Selon la Banque Mondiale, plus d'un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté (<2,15 USD/jour) et 82 % avec moins de 6,35 USD/j), le taux de chômage officiel est de plus de 32 % et atteint plus de 58 % pour les moins de 25 ans. Plus de 80% des emplois sont informels.

La situation sociale dans le pays demeure très précaire. Si le budget 2025 affiche pour la 6ème année consécutive la priorisation politique du social (éducation et santé) versus la sécurité (défense et intérieur), les engagements de l'Angola (Forum mondial de l'éducation à Dakar en 2000 et Déclaration d'Abuja de 2001) de consacrer 20% du budget à l'éducation et 15 % à la santé, sont loin d'être tenus avec 6,5 % et 5,6 % respectivement dans le budget 2025. L'exécution budgétaire 2024 de la défense et la sécurité atteint 144 %, soit un dérapage budgétaire de 825 Mds AOA (905 M USD). L'éducation est pénalisée par un taux d'exécution budgétaire de 78 % en 2024, soit un manque d'engagement de 380 M USD et le taux d'exécution budgétaire de la santé a été de 97 %.

2. Conjoncture et finances publiques

2.1 Le cadre macro-financier reste fragile par sa dépendance au pétrole

Le pétrole pèse toujours un poids considérable dans l'économie angolaise. En 2024, il a représenté 29,7 % du PIB, mais aussi 2/3 des revenus fiscaux et 94 % des recettes d'exportations. Les recettes d'exportations d'hydrocarbures ont baissé de 0,7 % en 2024 pour un montant de 34,7 Mrds USD (+0,9 % pour le pétrole à 31,6 Mrds USD et -4,5 % pour le gaz naturel à 2,7 Mrds USD) et les exportations de produits pétroliers raffinés sont en baisse de 7,9 % à 400 M USD. L'exécutif se doit de prioriser le capital humain, pilier du Plan de Développement National 2023-27, afin de dynamiser la croissance en s'engageant urgemment dans la diversification effective de son économie, stimulant l'investissement dans les secteurs stratégiques hors hydrocarbures

2.2. Une reprise soutenue en 2024 tirée par le secteur non pétrolier

Après une année 2023 au cours de laquelle l'économie a stagné avec une croissance de seulement 0,9 %, en raison de la crise de change qu'a connue le pays en milieu d'année, la croissance économique s'est montrée nettement plus robuste en 2024 avec un taux de 4,4 % (FMI). C'est le secteur non pétrolier qui a tiré l'activité avec une croissance de 5,07 % alors que le PIB pétrolier a crû de 2,84 % en 2024. L'activité de 15 secteurs sur 16 a progressé en 2024, seule la catégorie banques et assurances a reculé (-5,2 %). L'agriculture, principal pilier de la diversification économique, n'a progressé que de 3,5 %, la pêche de 12,2 %, l'extraction de diamant et les mines de 44,8 %, le transport et stockage de 10,4 %, l'industrie de transformation de 2,4 % seulement. En 2024 l'Angola recule au 8ème rang des économies d'Afrique Subsaharienne (3ème en 2022).

2.3. La situation des finances publiques se dégrade en 2025 et freine la croissance

Le budget 2025 a été élaboré sur des prévisions beaucoup moins prudentes que pour l'exercice antérieur et prévoit un déficit de 1,65 % du PIB. Il priorise toujours le remboursement de la dette publique avec une part du service de la dette toujours très élevé (51%) et une augmentation des dépenses publiques. Le prix de référence du baril de 70 USD retenu dans le budget est également trop optimiste (le baril est actuellement à 65 USD et les prévisions baissières).

Malgré une augmentation de 20 % des revenus pétroliers et le faible poids des revenus non pétroliers, les dépassements des dépenses d'investissement et le ralentissement de la réforme des subventions aux carburants ont entraîné un déficit budgétaire global de 1 % du PIB en 2024 et le déficit primaire non pétrolier pèse 4,4 % du PIB (FMI).

Le déficit budgétaire en 2025 (-1,65 % du PIB), est assumé par le gouvernement qui souhaite relancer l'investissement par la dépense publique. Force est d'espérer qu'il ne s'agisse pas dès à présent dépenses électoralistes dans la perspective de l'échéance de 2027.

Les projections budgétaires tablaient sur un excédent primaire de 3,2 % du PIB (3 % pour le FMI). Après l'effort budgétaire de 2024 (et 2023) destiné à maintenir la soutenabilité de la dette angolaise, l'exécutif souhaitaient dégager des marges pour relancer l'économie, au risque d'un dérapage budgétaire si le prix du baril chutait (il est actuellement de 65 USD). La ministre des finances vient d'annoncer (21/05/2025) que le gouvernement analysait différents scénarii avec des prix du baril à 65, 55 et 45 USD/baril. Elle a déclaré que « jusqu'à 55 USD/baril, il était encore possible de gérer la situation » (SIC). Le besoin de financement 2025 est déjà élevé

(16,2 Mds USD, soit plus de 40 % du budget), dont 7,8 Mds USD à financer sur les marchés internationaux. Une baisse du Brent durable sous les 70 USD/baril accroîtrait mécaniquement ce besoin de financement (170 M USD/an par dollar sous ce seuil), sans certitude d'accès au marché, marchés financiers internationaux (cf. infra). Le recours accru à l'endettement ou à des financements d'urgence, non concessionnels deviendrait inévitable, exposant le pays à un risque de surendettement.

La perception du risque s'est détériorée (malgré le maintien des notes souveraines par les trois agences de notation financière), ce qui s'est traduit par des conditions plus restrictives pour le financement extérieur (augmentation des taux des euro-obligations). La baisse du Brent engendrerait une baisse des revenus fiscaux, de l'investissement public et de la croissance, scénario qui pourrait être catastrophique si le cours du Brent passait sous la barre des 50 USD/baril.

Le FMI a donc réduit ses prévisions de croissance pour l'Angola à 2,4 % en 2025 en raison des risques qui ont émergé.

La désinflation amorcée en janvier 2022 (13,8 % fin 2022) a connu un point bas à 10,59 % en avril 2023 en glissement annuel puis la courbe s'est inversée avec les chocs de mi-2023 pour croître rapidement et culminer à 31,09 % en juillet 2024 (39 % à Luanda). Depuis l'IPC diminue progressivement et s'élève à 22,32 % en avril 2025.

Après avoir atteint 138,7 % en 2020, le poids de la dette sur le PIB, qui était de 84,5 % en 2023, s'est établi 69,5 % 2024 avec l'amélioration de la conjoncture. 80% de la dette est libellée en devise engendrant une très forte volatilité. Le service de la dette dans le budget 2025 pèse 51,1 % du budget, soit 19,6 % du PIB, à 17,7 Mrds USD. Cependant 2024 a constitué le pic d'endettement de la prochaine décennie.

2.4. Le taux de change s'est stabilisé et n'a quasiment pas bougé face au dollar depuis novembre 2024

La balance courante, largement dépendante des cours du pétrole, est excédentaire depuis 2018. En 2023 elle avait chuté à 3,1 % du PIB en raison essentiellement de la forte baisse (-28 %) des revenus d'exportations (baisse des cours et de la production), malgré une diminution en valeur des importations (-19 %). Elle s'établit à 4,1 % du PIB en 2024.

La libéralisation du système de change, qui a officialisé le flottement du kwanza en octobre 2019, a mis fin à la surévaluation de la monnaie angolaise qui favorisait les importations et permettait les transferts d'avoirs à l'étranger à un taux de change très favorable. Le kwanza a dévissé face au dollar (et à l'euro) mi-2023 (-37 %). Le régime de change reste flottant depuis juillet 2023, mais à parité glissante (crawling peg) : le taux de change est a priori fixe, mais la parité de référence est modifiée régulièrement de façon prédéterminée ou de manière plus discrétionnaire pour compenser, partiellement au moins, les écarts d'inflation avec la monnaie d'ancrage. Le kwanza s'est stabilisé entre juillet 2023 et mars 2024 (à 828 AOA pour 1 USD), il est aujourd'hui à 912 AOA pour 1 USD depuis novembre 2024.

Par ailleurs, l'écart entre le taux de change formel (bancaire) et informel, s'est réduit par rapport à début 2024, il est actuellement de 18 %, contre 30 % il y a un an.

Les réserves de change à fin mars 2025 s'élevaient à 15,3 Mds USD (+3,2 % / 2024), soit une couverture d'environ 8,3 mois d'importations de biens et de services. La situation extérieure du pays demeure fragile car trop étroitement liée au secteur des hydrocarbures.

Le Trésor capte les devises pour le remboursement de la dette extérieure, la politique monétaire de la BNA est centrée sur la lutte contre l'inflation, ce qui provoque un assèchement de l'agrégat M1 en monnaie nationale.

Le Trésor national a mis à la disposition du marché des changes 469,1 M USD au premier trimestre 2025, en baisse de 51 %. Avec cette rétraction de l'offre de devises, qui ne va pas s'améliorer avec la baisse des cours, ainsi que l'impact de la révision du tarif douanier, la situation du marché des changes pourrait être plus délicate au 2ème semestre 2025 par rapport à 2024.

3. Relations avec la communauté financière internationale

3.1. Fonds monétaire international (FMI)

En décembre 2018, une Extended Funding Facility (EFF) a été signée avec le FMI, d'un montant de 3,7 Mds USD sur 3 ans, assortie de nombreuses conditionnalités, sur la soutenabilité de la dette notamment. Cette facilité a été portée à 4,5 Mds USD en septembre 2020 dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Depuis la fin du programme le FMI fournit une assistance technique à l'Angola (BNA notamment). La hausse des taux d'intérêt sur les dettes souveraines et la volatilité des marchés, qui a fait chuter le prix du baril de pétrole en dessous du niveau de référence pour l'élaboration budgétaire 2025, obligent les autorités à trouver des solutions. Celles-ci pourraient se tourner vers le FMI à nouveau. En raison du contexte actuel, avec les élections d'août 2027, elles pourraient opter pour un programme de financement à court terme dit SBA (« Stand-by Arrangement » credit line).

3.2. Banque mondiale (BM)

La Banque mondiale (BM) a aujourd'hui un portefeuille d'une vingtaine de projets d'investissement d'un montant total de l'ordre de 4,6 Mds USD. Les projets couvrent la protection sociale, l'eau, la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement urbain, le numérique, la finance, la gouvernance, l'énergie et les statistiques. La BM conduit aussi mis en œuvre plusieurs appuis budgétaires (opération de politique de développement (DPO) en 2024 et 2025.

Certains projets de la BM sont cofinancés avec l'AFD dans les domaines de la résilience climatique de la sécurité de l'eau (RECLIMA), de l'amélioration et de l'accès au secteur de l'électricité (ESIAP) et du développement de l'agriculture commerciale (PDAC). Des projets en cours de préparation pour 2025 et 2026) dans les secteurs de la protection sociale et emploi, ainsi que de l'énergie. Le Groupe Banque mondiale soutient aussi l'Angola par l'intermédiaire de la MIGA et avec la SFI qui travaille sur l'énergie et les partenariats public-privé.

3.3. Union Européenne

L'Union Européenne est active via le FED sur l'éducation, l'agriculture, la gouvernance économique et le secteur privé. L'UE a délégué plusieurs projets d'assistance technique à l'AFD sur le café, les finances publiques et la formation professionnelle agricoles dans le cadre de l'initiative Team Europe. Le programme pluriannuel (NDICI) 2021/2027 est centré sur l'appui à la diversification économique, à la formalisation de l'économie et à la gouvernance pour un montant de 275 M EUR. La BEI est également active (sans être présente physiquement en Angola) en financement parallèle de l'AFD sur le programme eau.

3.4. Banque Africaine de Développement

Le portefeuille en cours de la BAfD en Angola comprend une douzaine de projets qui sont investis dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et assainissement, de l'agriculture et du social et de la finance. Les opérations souveraines s'élèvent à 90 % du portefeuille total. La BAfD s'est engagée sur de nouveaux financements pour l'Angola à partir de janvier 2023 avec des prêts budgétaire et de l'assistance technique.

3.5. Aide publique au développement de la France

L'AFD porte plusieurs programmes depuis son retour en Angola en 2017 sur trois secteurs prioritaires : agriculture, eau et assainissement et énergie. L'agence a fait le choix de cofinancer certains projets avec la Banque Mondiale, l'Union Européenne (Cf supra) pour disposer d'un impact plus important. L'agence pourrait intervenir en 2026 dans les transports urbains.

4. Relations économiques avec la France

4.1. Échanges commerciaux avec la France

Au cours de l'année 2024, les importations françaises d'Angola ont baissé de 4,8 %, passant à 1,635 Mrd EUR, en raison du fort recul des achats de gaz naturel. Les hydrocarbures représentent 99,7 % de nos importations. Nos exportations ont fortement augmenté de 58 %, (à hauteur de 437 M EUR). Cette nette progression est due largement au poste des produits industriels (hors équipements mécanique, électrique, électronique et informatique) qui bondit à 236,5 M EUR, +241,6 %. Les exportations des produits des industries alimentaires progressent de 29,3 % (24,7 M EUR) ; en revanche, les ventes de blé (97 % de nos exportations de produits agricoles) baissent presque de moitié à 31,9 M EUR. La mise en œuvre de grands contrats (eau, santé notamment) pourrait contribuer à augmenter nos exportations prochainement.

4.2. IDE et présence française

La France est le premier investisseur étranger en Angola, du fait principalement des investissements réalisés par TotalEnergies, qui est le premier producteur de pétrole du pays. La France est le 3ème employeur d'Angola derrière le Portugal et la Chine. Les entreprises françaises sont très concentrées dans le secteur pétrolier (TotalEnergies, Maurel & Prom) et le parapétrolier (Altrad, Friedlander, Spie, Ponticelli, Doris Engineering, Vallourec, Bourbon, etc.). Le groupe Castel (bière et autres boissons) est le plus gros employeur privé du pays. D'autres secteurs sont également bien représentés : la logistique et les services portuaires (CMA-CGM, AGL, AMT, AGS et Air France), la santé (SFEH, Laborex), les services aux entreprises en lien généralement avec le secteur pétrolier (Bureau Veritas, Apave, Mazars, Actemium du groupe Vinci), la restauration (Newrest). Le groupe CFAO est également très fortement représenté (automobile).